

ANALYSE
FINANCITÉ

AUTEUR
BERNARD BAYOT



L'HABITAT INTER- GÉNÉRATIONNEL

JUILLET 2024



Financité

Cette analyse étudie la possibilité juridique, administratif et économique de mettre en place un habitat intergénérationnel.

En quelques mots :

- Si être propriétaire de son logement ou louer un logement social à des conditions plus avantageuses est donc souvent synonyme d'assurance contre la pauvreté pour les personnes âgées, encore faut-il pouvoir s'y maintenir.
- L'habitat intergénérationnel fait référence à l'accueil chez une personne âgée de 60 ans ou plus d'un individu disposant d'espaces privatifs au domicile du propriétaire retraité en échange d'un loyer modique précisé dans un contrat, et ce aux côtés des modalités de services entre les classes d'âge.
- Il convient que le scénario de transformation de leur habitat traditionnel vers un habitat intergénérationnel ne soit pas trop ardu d'un point de vue technique, urbanistique et administratif.

Mots clés liés à cette analyse : pauvreté, logement

Introduction

La pauvreté est parfois décrite comme la situation où l'on n'a pas assez d'argent pour répondre à ses besoins de base en nourriture, en vêtements et en logement. Être propriétaire de son logement, sans plus devoir assumer de charges de crédit ou le louer pour un prix réduit est donc un atout considérable pour échapper à la pauvreté. Il bénéficie à un grand nombre de personnes âgées.

Par contre, si celles-ci deviennent plus dépendantes, avec des besoins qui ne leur permettent plus de continuer à habiter chez elles, se pose la question de l'accessibilité financière des soins résidentiels et même de leur accessibilité tout court compte tenu de la pénurie de personnel soignant.

Alors, les « nouvelles formes d'habiter » ou les « habitats alternatifs » peuvent-ils sauver la mise des aînés ?

1 Le constat

1.1 Vieillesse, pauvreté et logement

Aujourd'hui, 72% des ménages belges sont propriétaires de leur habitation selon les derniers calculs de la BNB.¹ Cela a pour conséquence qu'une large partie des personnes âgées sont propriétaires de leur logement sans plus devoir assumer de

¹ Sola Perea, M. / Van Belle, L., Premiers résultats de la quatrième vague de l'enquête sur le comportement financier des ménages belges, Revue économique de 2022.

charges de crédit, ni, bien sûr, de loyer. Leur risque de pauvreté diminue dès lors sensiblement puisqu'ils évitent que leur revenu disponible ne soit amputé du loyer qu'ils auraient dû payer s'ils louaient leur habitation.²

Lorsque l'on tient compte de ce « loyer imputé » (cela comprend également l'avantage de louer un logement à des conditions plus avantageuses lorsqu'on occupe une habitation subventionnée), le risque de pauvreté pour les personnes âgées de 65 ans et plus passe en effet de 17,9% à 11,9 % tandis que celui des moins de 65 ans progresse de 12,2 % à 13,6 %.³

1.2 Vieillesse, dépendance et logement

Si être propriétaire de son logement ou louer un logement social à des conditions plus avantageuses est donc souvent synonyme d'assurance contre la pauvreté pour les personnes âgées, encore faut-il pouvoir s'y maintenir.

Certes, les personnes âgées ayant des besoins de soins faibles à moyens peuvent continuer à habiter chez elles à condition que des soins suffisants, formels et/ou informels, y soient prodigués. C'est d'ailleurs un objectif explicite de la politique suivie par l'ensemble des autorités concernées.⁴

Mais, lorsque ce n'est pas le cas, se pose la question de l'accessibilité financière des soins résidentiels. La réponse tombe comme un couperet : une pension faible à moyenne ne permet pas de payer un séjour en maison de retraite, excepté à un niveau minimal et seulement à Bruxelles ou en Wallonie. En revanche, les personnes âgées les plus dépendantes pourront se permettre un tel séjour grâce aux allocations d'aide aux personnes âgées (APA) et de l'assurance soins flamande. Pour les personnes âgées touchant une pension proche ou légèrement supérieure au minimum et ayant des besoins de soins faibles à moyens, des problèmes d'accessibilité financière peuvent se poser, surtout à Bruxelles où les prix journaliers sont plus élevés qu'en Wallonie et où les résidents en maison de repos ne peuvent sans doute pas tous bénéficier de l'assurance soins flamande.⁵

A l'écueil de l'accessibilité financière, s'ajoute celui de la rareté : le manque de lits en maisons de repos devient criant. Il est notamment lié à une pénurie de personnel. Tous les centres de soins résidentiels flamands sont confrontés à une pénurie de

² Voir Bernard Bayot, Vieillesse : sécurité sociale obligatoire ou liberté subventionnée ? Financité, 2023.

³ Comité d'étude sur le vieillissement, Rapport annuel 2023, 11 juillet 2023, pages 58 et s.

⁴ Van den Bosch e.a. (2011), Toekomstige behoefte aan residentiële ouderenzorg in België: projecties 2011- 2025. - KCE Reports 167A

⁵ Rapport annuel du Comité d'étude sur le vieillissement, 2016, p. 39.

Être
propriétaire
de son
logement est
souvent
synonyme
d'assurance
contre la
pauvreté.

personnel, déclarait Johan Staes dans l'émission « De ochtend » (VRT) en novembre 2022. Il est directeur général du Réseau flamand des soins indépendants (vlozo), l'organisation qui chapeaute les centres de soins résidentiels indépendants. La pénurie signifie qu'une maison de repos sur dix a introduit un gel des admissions ou ferme un service.⁶

Le 13 juin 2023, le non-marchand est descendu dans la rue en front commun syndical pour dénoncer cette pénurie de personnel touchant notamment les établissements de soins de santé. Dans une carte blanche publiée à cette occasion, des représentants syndicaux mais aussi des associations du secteur comme la Fédération des maisons médicales alertaient : « L'équilibre économique n'est plus garanti (dans les maisons de repos), et la pénurie de personnel soignant menace le financement par non-respect des normes d'encadrement : plusieurs maisons de repos ont déjà mis la clef sous le paillason ».

2 L'habitat intergénérationnel

Lorsque l'on évoque la notion d'habitat intergénérationnel, cela vise en général un ensemble de logements conçu pour accueillir différentes générations. Celles-ci ne partagent donc pas le même logement – au contraire d'une colocation qui est la location par plusieurs locataires (colocataires) d'un même logement - mais elles vivent dans un même ensemble résidentiel.

Cet habitat intergénérationnel a pu être qualifié de « logement kangourou » dans une formule inventée au Québec et, aujourd'hui, implantée en Belgique. Elle fait référence à l'accueil chez une personne âgée de 60 ans ou plus d'un individu disposant d'espaces privatifs au domicile du propriétaire retraité en échange d'un loyer modique précisé dans un contrat, et ce aux côtés des modalités de services entre les classes d'âge.⁷

L'article 2, paragraphe 1er, 26° du Code bruxellois du logement Bruxelles définit un « Habitat intergénérationnel » comme un « immeuble comprenant au moins deux logements dont l'un est occupé par une personne âgée de plus de soixante-cinq ans et dont les ménages se procurent des services mutuels organisés dans un engagement écrit, une convention, un règlement d'ordre intérieur ou un autre instrument de ce type ». L'article 188 du même code prévoit quant à lui que la Région peut accorder, en vue de réaliser de l'habitat intergénérationnel, un subside à une agence immobilière sociale ou une association agréée œuvrant à l'insertion par le logement

⁶ Eric Steffens, Les maisons de repos flamandes décident un gel des admissions en raison d'une pénurie de personnel, vrt nws, 04 nov. 2022.

⁷ Sophie Némoz, Le devenir de l'habitat intergénérationnel : une revisite socio-anthropologique, Gérontologie et société 2017/1 (vol. 39 / n° 152), pages 207 à 220.

ainsi qu'une association agréée ou à un groupement d'associations agréées œuvrant à l'amélioration du logement, de l'habitat et à un programme de développement local intégré en matière de rénovation urbaine durable et à leur coordination.

En France, l'habitat participatif est une forme d'accès au logement définie par la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (loi ALUR) de 2014 en son art. L. 200-1. : « L'habitat participatif est une démarche citoyenne qui permet à des personnes physiques de s'associer, le cas échéant avec des personnes morales, afin de participer à la définition et à la conception de leurs logements et des espaces destinés à un usage commun, de construire ou d'acquérir un ou plusieurs immeubles destinés à leur habitation et, le cas échéant, d'assurer la gestion ultérieure des immeubles construits ou acquis. En partenariat avec les différents acteurs agissant en faveur de l'amélioration et de la réhabilitation du parc de logements existant public ou privé et dans le respect des politiques menées aux niveaux national et local, l'habitat participatif favorise la construction et la mise à disposition de logements, ainsi que la mise en valeur d'espaces collectifs dans une logique de partage et de solidarité entre habitants. »

Il n'y est donc pas spécifiquement question d'habitat intergénérationnel mais, bien sûr, ce dernier peut s'inscrire dans cette démarche d'habitat participatif.

3 Est-ce une solution à la dépendance ?

Cette formule s'adresse aux personnes qui gardent une plus ou moins grande autonomie.

Il est clair que l'habitat intergénérationnel n'est pas accessible à tout le monde. Il s'adresse aux personnes qui gardent une plus ou moins grande autonomie et peuvent ainsi rester à leur domicile. Ce n'est pas le cas de tous les seniors. Une partie d'entre eux·elles a besoin d'un accompagnement dans les gestes de la vie courante, ainsi que d'une surveillance et de soins médicaux journaliers ou très fréquents. Dans ce cas, la personne âgée n'aura d'autre solution que de s'orienter vers une maison de repos médicalisée. Elle n'échappera donc pas aux difficultés que nous avons évoquées plus haut au sujet de l'accessibilité financière des soins résidentiels et même de leur accessibilité tout court compte tenu de la pénurie de personnel soignant.

Pour le dire autrement, l'habitat intergénérationnel s'adresse aux seniors qui sont capables d'être acteur·rice·s de leur projet de vie au sein du groupe. Les personnes en perte d'autonomie auront plus de difficultés à s'intégrer dans des projets qui ne prévoient pas de prise en charge médicale. L'habitat intergénérationnel n'est donc pas, a priori, une solution à la crise des maisons de repos et à ses conséquences pour les personnes âgées.

A ce constat, il convient toutefois d'apporter deux nuances.

L'habitat intergénérationnel

3.1 Prolongation de l'autonomie

L'habitat intergénérationnel offre essentiellement deux avantages pour le·la senior, qui sont de nature à stimuler son autonomie.

D'une part, il permet de briser la solitude qu'une personne âgée peut vivre à la suite d'un éloignement familial, de la perte d'un proche ou d'une réduction de son réseau social. Les personnes avec qui elle va être en contact dans le cadre de cet habitat et elle-même vont apprendre à se connaître et à discuter ensemble. De cette manière, la personne senior peut trouver dans cet échange une stimulation intellectuelle et physique.

D'autre part, les habitant·e·s peuvent, entre autres, partager des activités ludiques (jeux de société), culturelles (sorties aux musées) ou sportives (course, yoga) qui vont être bénéfiques pour la santé physique et mentale du senior.

La prolongation de l'autonomie de ce dernier va permettre, sinon d'éviter, au moins de reculer le moment de sa prise en charge dans une maison de repos médicalisée.

3.2 Habitat intergénérationnel en perte d'autonomie

Les personnes en perte d'autonomie ne sont par ailleurs pas forcément condamnées à entrer dans une maison de repos médicalisée. Les pouvoirs publics peuvent prendre des initiatives intéressantes à ce propos. Il en va ainsi, en Flandre, du « Zorgwonen⁸ » que l'on peut traduire par logement médicalisé ou maison de soin. Il concerne la création d'une unité de logement plus petite à l'intérieur ou à proximité d'un logement existant, afin que maximum deux personnes âgées ou en perte d'autonomie puissent y vivre. Pour créer une « maison de soins », la propriété, ou au moins la nue-propriété, de l'unité de logement principale et de l'unité de logement subordonnée doit appartenir au·à la même propriétaire.

La création de l'unité d'habitation subordonnée doit être faite expressément en vue de la domiciliation soit de (maximum) deux individus de 65 ans ou plus, soit de (maximum) deux personnes nécessitant des soins, soit encore du dispensateur de soins (dans l'hypothèse où la personne âgée ou requérant des soins reste hébergée dans l'unité d'habitation principale).

Une unité d'habitation plus petite (subordonnée) est créée dans le logement existant. Il n'est pas possible de créer deux ou plusieurs foyers de soins distincts dans un logement principal.

⁸ <http://docs.vlaamsparlement.be/pfile?id=1715193>

L'unité d'habitation subordonnée forme une unité physique avec l'habitation principale. Une unité de soins mobile, un conteneur résidentiel ou une dépendance isolée dans le jardin qui est transformée en unité d'habitation séparée pour servir les personnes âgées ou dépendantes ne forme pas une unité physique avec l'unité d'habitation principale et n'entre donc pas dans la définition des logements pour personnes dépendantes.

L'unité d'habitation subordonnée, sans compter les espaces partagés avec le logement principal, ne peut pas représenter plus d'un tiers du volume de construction de l'ensemble du logement.

Le décret fixe les conditions⁹ pour être considéré comme une « Zorgwonen » et modalise les démarches administratives à réaliser auprès de la commune en termes urbanistique et de domiciliation.

La zorgwonen implique des procédures simplifiées.

Il est créé en faveur de la « zorgwonen » une « dérogation à l'obligation de permis ». Concrètement, l'éventuelle obligation de solliciter un permis « est transformée de droit en obligation de déclaration ». Cette « déclaration obligatoire » des actes constitue une charge procédurale nettement moins lourde que le permis d'urbanisme proprement dit, en ce qu'une autorisation urbanistique n'est pas requise sensu stricto¹⁰.

Dans le cadre d'une « zorgwonen » qui remplit les conditions requises, les deux familles sont domiciliées à la même adresse, mais le foyer de soins reçoit un code distinct dans le registre communal (code Z). Cela permet de considérer la personne occupant un « zorgwonen » comme un ménage isolé, avec les impacts que cela engendre au niveau des différentes allocations sociales dont elle pourra bénéficier. Il n'existe pas de primes ou de subsides spécifiques pour les « Zorgwonen », ni d'outil financier particulier à destination des propriétaires en vue de réaliser ces travaux. Ceux-ci sont renvoyés vers les primes d'adaptation pour les personnes âgées de plus de 65 ans ou les primes existantes pour la rénovation et la transformation.

Ce modèle constitue certainement une bonne source d'inspiration pour la Région de Bruxelles-Capitale et la Région Wallonne en vue de lever les freins qui, comme nous allons le voir, sont régulièrement rencontrés sur le plan urbanistique et administratif lorsque l'on veut créer de l'habitat intergénérationnel. Tel qu'il est conçu en Flandre, il vise à permettre à des seniors disposant d'une moins grande autonomie de

⁹ <https://omgeving.vlaanderen.be/nl/zorgwonen-zonder-zorgen>

¹⁰ Nicolas Bernard, Les occupations précaires : guide juridique et pratique, Revue pratique de l'immobilier 2/2017, éd. Larcier P. 43-45.

https://dial.uclouvain.be/pr/boreal/object/boreal%3A196610/datastream/PDF_01/view

continuer à vivre à leur domicile, mais ce public-cible pourrait évidemment être élargi à des seniors qui disposent encore d'une large autonomie.

4 L'habitat intergénérationnel porte-t-il atteinte à l'épargne immobilière ?

Depuis toujours, en Belgique, l'option a toujours été de répondre aux problèmes liés au logement en favorisant l'accès à la propriété. Pour cela, les pouvoirs publics prévoient, en proportion variable, toutes sortes d'instruments, compensations et réductions.¹¹

Cette politique nous pousse donc à acquérir à acquérir notre logement et, pour ceux qui peuvent se le permettre, nous avons vu que c'est un atout considérable pour échapper à la pauvreté lorsque l'on est plus âgé.

Pour autant, nos besoins évoluent au gré de notre vie, la taille et la situation du logement devraient pouvoir en faire de même. Est-il facile de passer d'un habitat traditionnel à un habitat intergénérationnel, sans perdre le bénéfice de l'épargne immobilière constituée avec l'achat de son habitation d'origine ?

Il n'existe pas de réponse unique à cette question, le niveau de facilité ou, au contraire, de complexité va dépendre du scénario dans lequel on s'inscrit. Et de scénarios, il en existe beaucoup. En voici quelques exemples, loin d'être exhaustifs.

4.1 Diviser le bâtiment de la personne âgée pour y créer deux logements

C'est un cas assez courant, une personne âgée ou un couple dispose d'un logement qui, par exemple, a abrité ses/leurs enfants à une certaine époque et qui est aujourd'hui assez spacieux pour y créer deux logements.

Ils seront bien inspirés de se faire assister de professionnel·le·s et corps de métier adaptés pour monter et mettre en œuvre un tel projet. La première question est de vérifier l'opportunité de développer un projet compte tenu d'un ensemble de paramètres comme la grandeur, la localisation et la qualité du bâtiment mais aussi le contexte bâti et paysager ainsi que l'estimation des coûts que représente cette division.

¹¹Bernard Bayot, op. Cit.

Il faut notamment tenir compte du fait que la création de logements au sein d'un bâtiment est soumise à l'obtention préalable d'un permis d'urbanisme et la division, dans certains quartiers, dans certaines communes, n'est toujours pas acceptée.

4.2 Agrandir et diviser le bâtiment de la personne âgée pour y créer deux logements

En fonction de la situation et des besoins, il peut être utile ou nécessaire d'agrandir le bâtiment existant. Les remarques qui précèdent sont évidemment d'application dans ce cas. Il faut bien entendu s'attendre à des difficultés supérieures à celles d'une simple division. Une option envisageable peut être l'ajout d'un module préfabriqué accolé à l'habitation, qui permet d'agrandir celle-ci, par exemple lorsqu'il est impossible d'aménager des combles ou de surélever une toiture.

4.3 Ajouter sur la parcelle appartenant à la personne âgée un module préfabriqué isolé du logement principal

Une autre possibilité, qui peut permettre de ne pas toucher à l'habitation existante, est d'ajouter un module préfabriqué indépendant sur la parcelle. En Belgique la construction de maisons modulaires est toutefois soumise à la législation urbanistique qui impose un permis de construire sur toute construction de plus de 40m².

5 L'habitat intergénérationnel est-il opportun économiquement ?

Est-il économiquement intéressant de passer d'un habitat traditionnel à un habitat intergénérationnel, la balance entre les avantages économiques et les charges complémentaires résultant de cette mutation est-elle à l'avantage du de la senior ?

Il n'y a pas de réponse absolue à cette question de l'opportunité économique de l'habitat intergénérationnel. La formule peut, dans certains cas, s'avérer intéressante, par exemple car elle permet aux personnes âgées de bénéficier d'un loyer complémentaire, de prestations gratuites qu'elles auraient normalement dû rémunérer ou encore d'économie d'échelle en partageant certains frais (buanderie, par exemple). Mais cela peut être également l'inverse si la mise en œuvre de la solution d'habitat intergénérationnel est onéreuse.

La réponse va donc dépendre des circonstances particulières à chaque situation et à chaque projet.

Conclusions

Beaucoup de personnes âgées sont propriétaires de leur habitation, ce qui est un atout considérable pour échapper à la pauvreté. La transformer en habitat intergénérationnel peut leur permettre de maintenir leur niveau d'autonomie et d'éviter, ou au moins de reculer, le moment de leur prise en charge dans une maison de repos médicalisée. Du reste, même en perte d'autonomie, l'habitat intergénérationnel peut constituer une solution moyennant une politique publique adaptée comme le « Zorgwonen » en Flandre.

A défaut, si les personnes âgées deviennent plus dépendantes, avec des besoins qui ne leur permettent plus de continuer à habiter chez elles, se pose la question de l'accessibilité financière des soins résidentiels et même de leur accessibilité tout court compte tenu de la pénurie de personnel soignant.

L'habitat intergénérationnel peut donc sauver la mise des aînés pour autant que soient réunies deux conditions. D'une part, il convient que le scénario de transformation de leur habitat traditionnel vers un habitat intergénérationnel ne soit pas trop ardu d'un point de vue technique, urbanistique et administratif. A cet égard, le modèle du « Zorgwonen » constitue certainement une bonne source d'inspiration pour la Région de Bruxelles-Capitale et la Région Wallonne. Il convient, d'autre part, que cette transformation soit économiquement intéressante ou, au moins, pas trop désavantageuse.

Si ces conditions sont réunies, se pose la question de l'accessibilité financière. Le senior peut très bien concevoir un projet faisable au niveau technique, urbanistique, administratif et économique sans, pour autant pouvoir le financer.¹²

Bernard Bayot
Juillet 2024

¹² Voir Lise Disneur et Bernard Bayot, Analyse des outils et modèles économiques susceptibles d'apporter des solutions de financement pour la division ou l'extension de logement de seniors pour une occupation par un autre ménage, Financité, octobre 2023.

Recommandations Financité

En lien avec cette analyse, le mémorandum Financité *« 52 propositions pour une finance au service de l'intérêt général, proche et adaptée aux citoyen·ne·s »*¹³ plaide pour.

Mieux encadrer le marché du crédit hypothécaire :

- permettre aux acquéreur·euse·s de fournir au prêteur une garantie par cautionnement mutuel, moins onéreuse que la constitution d'une hypothèque, sans que cela ne les désavantage fiscalement ;
- inclure systématiquement la clause suspensive de non-refus d'un crédit hypothécaire dans tous les contrats de vente immobilière à usage d'habitation personnelle afin de mieux protéger les potentiel·le·s acquéreur·euse·s de biens immobiliers les plus fragiles contre les conséquences désastreuses d'un acompte perdu (si le prêt est refusé, la vente est censée n'avoir jamais existé, et l'acompte est restitué à l'acquéreur·euse) ;
- interdire au prêteur de conditionner une réduction du taux d'intérêt à la souscription ou au maintien de produits d'assurance annexes, tandis que la décision du·de la consommateur·rice de changer ultérieurement d'institution pour les produits annexes ne peut avoir une influence sur le taux d'intérêt de son crédit ;
- préciser les conditions dans lesquelles la conclusion d'une assurance solde restant-dû est obligatoire et en réglementer et clarifier le coût;
- donner la possibilité à l'emprunteur·euse d'augmenter, sans frais et sans hausse des mensualités, la durée de remboursement en cas de hausse significative du taux d'intérêt variable de son prêt ou la perte involontaire d'une source de revenu importante comme son emploi ;
- encadrer strictement les coûts liés au rachat d'un crédit hypothécaire, notamment l'indemnité de rachat et les frais notariés, afin de permettre aux consommateur·rice·s de racheter leur crédit à des conditions plus avantageuses ;
- plafonner les frais de dossier dans le cadre de l'ouverture d'un crédit hypothécaire.

Par ailleurs, il faudrait :

- que les institutions financières mettent en place des mécanismes encourageant l'épargne préalable au crédit, notamment hypothécaire, afin que les emprunteur·euse·s disposent d'un apport suffisant.

¹³ Mémorandum Financité 2024 / <https://www.financite.be/fr/news/decouvrez-notre-memorandum-en-vue-des-elections-2024>

- Développer au niveau de la Région Bruxelles-Capitale, une assurance perte de revenus dans le cadre de la souscription de crédits hypothécaires comme celle qui existe déjà dans les deux autres régions du pays.
- Renforcer le soutien aux initiatives qui visent à réduire le risque du crédit et le rendre acceptable. Par exemple, le Community Land Trust (CLT) qui consiste à séparer la propriété du sol de la propriété du bâti, permet la prise en charge du coût du terrain par un tiers et diminue ainsi le coût acquisitif pour les occupants ;
- Soutenir les projets d'habitat groupé.

A propos de Financité

Si vous le souhaitez, vous pouvez nous contacter pour organiser avec votre groupe ou organisation une animation autour d'une ou plusieurs de ces analyses.

Cette analyse s'intègre dans une des 3 thématiques traitées par le Réseau Financité, à savoir :

Finance et société :

Cette thématique s'intéresse à la finance comme moyen pour atteindre des objectifs d'intérêt général plutôt que la satisfaction d'intérêts particuliers et notamment rencontrer ainsi les défis sociaux et environnementaux de l'heure.

Finance et individu :

Cette thématique analyse la manière dont la finance peut atteindre l'objectif d'assurer à chacun, par l'intermédiaire de prestataires « classiques », l'accès et l'utilisation de services et produits financiers adaptés à ses besoins pour mener une vie sociale normale dans la société à laquelle il appartient.

Finance et proximité :

Cette thématique se penche sur la finance comme moyen de favoriser la création de réseaux d'échanges locaux, de resserrer les liens entre producteurs et consommateurs et de soutenir financièrement les initiatives au niveau local.

Depuis 1987, des associations, des citoyen·ne·s et des acteurs sociaux se rassemblent au sein de Financité pour développer et promouvoir la finance responsable et solidaire.

L'asbl Financité est reconnue par la Communauté française pour son travail d'éducation permanente.